

AKTUELL

PENSIONS

Les partis politiques sortent du bois

Fabien Grasser

Pour la première fois, les député-es ont débattu des pensions en séance plénière, ce 19 mars. Sans surprise, le CSV, le DP, mais aussi l'ADR veulent d'abord recourir à la capitalisation et aux assurances privées. La gauche plaide pour de nouvelles recettes ou une hausse des cotisations pour maintenir le régime par répartition. Pour sa part, le gouvernement ne dit toujours rien.

Ce vendredi 21 mars, les experts entrent en scène dans le débat sur la réforme des retraites, avec une première réunion consacrée à l'« adaptabilité de l'âge de départ en pension ». Autrement dit, faut-il travailler plus longtemps pour sauver le régime général du déséquilibre qui le menacerait ? Alors qu'une telle option semblait pour l'instant exclue, les syndicats ont dit leur étonnement et leur colère de voir ce sujet figurer à l'ordre du jour de la rencontre à laquelle ils participent aux côtés du gouvernement, du patronat et d'organisations de la société civile.

Cette piste est cependant vigoureusement écartée par les partis représentés à la Chambre, qui rappellent que nombre de salarié-es partent en pension à 60 ans, bien avant l'âge légal fixé à 65 ans. Il s'agit là d'un consensus qui s'est dégagé ce mercredi 19 mars, lors d'un premier débat de consultation, lequel a vu chaque parti établir son constat et proposer des pistes pour éviter un déficit qui semble désormais inéluctable aux yeux de tout le monde. En introduction, la ministre CSV de la Sécurité sociale, Martine Deprez, a rappelé les prévisions de l'IGSS, qui alerte sur une dégradation plus rapide qu'envisagé du régime : le montant des prestations dépassera celui des recettes dès 2026, année où le déficit devrait atteindre 100 millions d'euros. La ministre compte donc bien tenir son calendrier et présenter un projet de loi de réforme avant l'été. Dans quel sens ? Elle n'en a pas dit davantage. La partie de cache-cache autour des intentions du gouvernement se poursuit.

La prise en compte des années d'étude et des « baby years » dans le calcul des retraites ou encore le transfert des dépenses de fonctionnement de la Caisse nationale d'assurance pension vers le budget de l'État font aussi plus ou moins l'unanimité chez les député-es. Mais cela s'arrête là, les désaccords sur la manière de sortir de l'ornière ayant dessiné deux camps au cours de ce débat aux allures de round d'observation.

D'un côté, il y a celles et ceux qui veulent renforcer les deuxième et troisième

pilliers du régime, à savoir les pensions complémentaires payées par les entreprises et celles payées par les salarié-es à des assureurs privés. Le manque à gagner par une réforme serait ainsi compensé par ces cotisations volontaires, pour celles et ceux qui en ont les moyens. Cette solution, déjà suggérée dans l'accord de coalition, a été défendue tour à tour par Alex Donnersbach pour le CSV, Gérard Schockmel pour le DP, mais aussi Alexandra Schoos pour l'ADR. Chaque parti y va de ses propres nuances, tout en affirmant vouloir conserver au premier pilier, le régime par répartition, une place centrale dans le système.

Du cannabis pour les pensions

De l'autre côté, LSAP, Déi Gréng, Déi Lénk et les pirates refusent l'idée d'une baisse des prestations dans le régime général, plaidant pour de nouvelles sources de recettes, sinon une hausse d'un point des cotisations, ce que rejettent patronat et gouvernement.

Taina Bofferding pour les socialistes, Djuna Bernard pour les verts, Sven Clement pour les pirates et Marc Baum pour Déi Lénk ont attaqué la méthode du gouvernement, qui tente de diluer le rôle des syndicats, pourtant cogestionnaires du régime général. L'opposition met aussi en doute l'urgence à mener immédiatement une réforme. « Il s'agit d'une urgence artificielle, qui insécurise les gens », a lancé la cheffe de file de la fraction socialiste. Chacun et chacune a avancé ses pistes pour des financements alternatifs, tels une taxe sur les robots, une taxation accrue du capital et des grandes fortunes, un déplaçonnement des cotisations... Et pourquoi pas une réelle légalisation du cannabis, dont les accises abonderaient les caisses de l'État, a proposé Sven Clement. Ces recettes supplémentaires seraient pour la plupart fiscales, et il reviendrait alors à l'État d'augmenter sa part dans le financement des pensions, qu'il partage actuellement à égalité avec les salarié-es et le patronat.

Djuna Bernard a estimé qu'il faut cesser de faire reposer l'avenir du régime sur la croissance économique, alors que l'empreinte écologique du Luxembourg est déjà insoutenable. Dernier à prendre la parole, Marc Baum a constaté, après quatre heures de débat, ne toujours pas savoir quelle direction veut prendre le gouvernement. Il a conclu son intervention en interrogeant le modèle de société sous-tendu par ce débat : « Quelle place voulons-nous vraiment accorder à nos aînés ? »

SHORT NEWS

La pollution atmosphérique fait au moins 170 morts

(ts) – Selon les estimations de l'Agence européenne pour l'environnement (AAE), en 2022, la pollution de l'air a provoqué au moins 170 décès au Luxembourg, soit près de 4 % des décès. 80 d'entre eux sont imputables à l'exposition à des niveaux de particules fines (PM2,5) supérieurs à la concentration de 5 µg/m3 recommandée par l'OMS. L'exposition à la pollution par l'ozone (O3) a, quant à elle, provoqué 60 décès, tandis que 30 décès ont été dus à la pollution par le dioxyde d'azote (NO2). À l'échelle européenne, la pollution atmosphérique a fait au moins 357.000 morts. D'après l'AAE, la pollution de l'air reste le principal risque environnemental pour la santé des Européens, causant des maladies chroniques et des décès, en particulier dans les villes et les zones urbaines. Le Luxembourg ne dispose cependant pas d'une étude nationale permettant de déterminer précisément l'impact de cette pollution sur la survenue de maladies chroniques, indique dans sa réponse à une question parlementaire la ministre de la Santé, Martine Deprez. La ministre a par ailleurs rappelé l'entrée en vigueur fin 2024 d'une nouvelle directive européenne visant à aligner d'ici 2030 les normes de qualité de l'air sur celles des recommandations de l'OMS, avec obligation de surveillance de certains polluants, dont les particules ultrafines. Ce qui, précise la ministre, devrait participer à réduire « les effets de la pollution atmosphérique sur la santé dans les années à venir ».

« Omnibus » : Gilles Roth en veut plus

(fg) – Le Luxembourg soutient les deux paquets « omnibus » présentés par Ursula von der Leyen au prétexte de simplifier la tâche administrative des entreprises, afin de stimuler leur compétitivité. Mais lors du Conseil affaires économiques et financières de l'UE, le 11 mars, le ministre luxembourgeois des Finances, Gilles Roth, est allé plus loin, demandant un report d'un an supplémentaire de l'entrée en vigueur de la directive sur le devoir de vigilance (CS3D), obligeant les multinationales à identifier les atteintes aux droits humains et à l'environnement liées à leurs activités dans l'ensemble de leur chaîne de valeur et, le cas échéant, à y remédier. « L'omnibus » vide en grande partie la directive de sa substance en limitant la responsabilité des entreprises, et il reporte son entrée en vigueur pour les plus grandes multinationales à 2028, au lieu de 2027. Pas suffisant pour le grand-duché, où le ministère des Finances, interrogé par le woxx, justifie sa demande de report par « des considérations réalistes liées aux délais nécessaires pour parvenir à un accord sur le texte ». Le ministère n'a pas précisé concrètement en quoi consistent ces « considérations réalistes », invoquant le secret de négociations. Pour sa part, la société civile dénonce un projet qui taille en pièces les maigres progrès sociaux et environnementaux obtenus en matière d'obligations pour les multinationales sous la précédente législature européenne. « Cela satisfait pleinement les revendications portées par le lobby patronal Business Europe », fustige Jean-Louis Zeien, coordinateur de la coalition Initiative pour un devoir de vigilance.

Strafe gegen Amazon bestätigt

(ja) – Am vergangenen Mittwoch bestätigte das Verwaltungsgericht die Strafe der nationalen Datenschutzkommission (CNPD) gegen Amazon. Diese hatte bereits am 15. Juli 2021 eine Entscheidung gegen den Internetriesen getroffen, dies wegen Verstößen gegen die Datenschutzgrundverordnung der EU (DSGVO). Dagegen hatte Amazon im Oktober 2021 Berufung eingelegt, im Januar 2024 fand die Anhörung vor dem Verwaltungsgericht statt. Nun ist die Entscheidung gefallen: Amazons Berufung wurde zurückgewiesen und die ursprüngliche Entscheidung der CNPD bestätigt. Für den Konzern bedeutet das eine Geldstrafe von 746 Millionen Euro. Außerdem muss Amazon die von der CNPD vorgeschlagenen Maßnahmen umsetzen, um ihren Datenschutz zu verbessern. Für jeden Tag, an dem das Unternehmen dies nicht tut, werden weitere 746.000 Euro Bußgeld fällig. Amazon hatte – und tut dies wohl weiterhin – gegen mehrere Artikel der DSGVO verstoßen, die unter anderem die Informationspflicht und das Widerspruchsrecht bei der Erfassung personenbezogener Daten betreffen. Allerdings ist dieses jüngste Urteil noch nicht rechtskräftig: Amazon kann noch beim Verwaltungsgerichtshof in Berufung gehen. Gegenüber der Nachrichtenagentur Reuters gab der Konzern bekannt, diese Option in Betracht zu ziehen. Solange die First für den Einspruch läuft, ist das Urteil übrigens aufgeschoben. Die CNPD, die nach dem nationalen Datenschutzgesetz an das Berufsgeheimnis gebunden ist, darf den Fall nicht detailliert kommentieren.